

[Texte]

rather lengthy discussion about the merits of a particular horse, he suggested: Well, you can call him Silver or you can call him Trigger or you can call him Giddy-up Scout if you wish; he is that same old bay with the staggers, and I am really not interested in him. That, I think, capsulizes my attitude in that area. For the rationale I refer you to the papers.

When we talk about the sharing of inflationary costs—and this is a specific reference to the legislation that is before the House at the moment . . . to me, the fundamental criteria that should be reflected in any formula for sharing future cost increases should be that inflation ought not to benefit anybody. Mr. Pepin made the point earlier in the year, probably in February, in the face of some criticism from farm groups that farmers did not really cause inflation and therefore should not be charged for it. His reaction was that we are all part of the system, inflation is a national problem, and we all have to absorb some of the costs of it.

I think I can agree with that; as a farmer, I really cannot divorce myself from what is going on in the total system around me. What I would think unfair, though, is for a legislative package to be put in place that would allow the government, which also has to accept some responsibility for inflation, to benefit by inflation. That can clearly happen. If the federal input is a fixed dollar figure and they are taking a minimal share of inflation costs, then what happens in the long course is that their contribution becomes less and less significant and mine becomes more and more so.

So although I will accept my share of responsibility for inflation in the economy, I think the government must also share responsibility for that condition. The formula that finally decides how we shall share it ought to be as near as possible to a 50-50 sharing of those ongoing inflationary costs, not one that passes them on to me.

The third part that I wanted to comment on, and which is roughly in the same area, is the cap that is in the present legislation on the total export volumes eligible for freight assistance. I would be critical of that cap for the same reason I am critical of an inflationary cost sharing that seems to pass more of it on to me. The cap will have exactly the same effect. If in the long term we pull out of the doldrums agriculture is presently in—and we have been through them before, so we probably will—and we continue to expand our production, as the Canadian Wheat Board suggests we are capable of doing, and I think we probably will, that cap will have the same net effect on the sharing between government and producers and the cost of moving grain as passing inflationary costs on to me.

[Traduction]

âgé pour me rappeler ses commentaires. Après une assez longue discussion au sujet des mérites d'un cheval en particulier, il a suggéré: 'Eh bien, vous pouvez l'appeler Argent, vous pouvez l'appeler Gâchette ou vous pouvez l'appeler Debout Eclairer, si vous le désirez il s'agira toujours de la même vieille rossechancelante et je ne suis pas vraiment intéressé.' Cela, je pense, résume mon attitude dans ce domaine. Quant au raisonnement, je vous renvoie aux documents.

Quand nous parlons du partage des frais inflationnaires—il s'agit d'une référence précise à la législation débattue en ce moment à la Chambre—à mon avis, le critère fondamental qui devrait être indiqué dans n'importe quelle formule de partage des augmentations de frais futurs serait que l'inflation ne devrait bénéficier à personne. M. Pepin l'a bien dit au début de l'année, probablement en février, à la suite de certaines critiques de la part des groupes d'agriculteurs qui soutenaient que les agriculteurs ne provoquaient pas vraiment l'inflation et donc ne devaient pas en supporter les frais. Sa réaction a été que nous faisons tous partie du système, que l'inflation est un problème national et que nous devons tous en absorber les frais.

Je pense que je suis d'accord avec cela; en tant qu'agriculteur, je ne peux vraiment me dissocier de l'ensemble du système qui m'entoure. Par contre, je trouverais injuste l'adoption d'un ensemble de lois qui permettrait au gouvernement, qui doit tout de même accepter certaines responsabilités vis-à-vis de l'inflation, de profiter de l'inflation. Il est évident que cela peut se produire. Si la participation du gouvernement fédéral se fait en termes de dollars fixes et qu'il n'assume qu'une petite partie des coûts de l'inflation, ce qui se passe à la longue c'est que sa contribution devient de moins en moins importante alors que la mienne le devient de plus en plus.

Par conséquent, bien que j'accepte ma part de responsabilité dans le cas de l'inflation, j'estime que le gouvernement doit faire de même. La formule par laquelle on décidera en dernier recours de la part de chacun devrait se rapprocher le plus possible du partage égal des coûts inflationnistes continus et non pas être une formule qui me les fait tous assumer.

La troisième partie au sujet de laquelle j'aimerais faire des observations, et qui porte à peu près sur le même domaine, est la limite qui se trouve dans la législation actuelle sur l'ensemble des volumes d'exportations admissibles à l'aide relative au fret. Je critique cette limite pour la même raison qui me fait critiquer un coût inflationniste qui semble m'être en grande partie imputé. La limite aura exactement le même effet. Si à la longue, l'agriculture se sort du marasme dans lequel elle se trouve à l'heure actuelle (or elle s'y est déjà trouvée et nous nous en sommes sortis), et que nous continuons d'augmenter notre production, ce que la Commission canadienne du blé estime que nous pouvons faire, et j'estime que nous le ferons probablement, cette limite aura le même effet net sur le partage de coûts du transport des céréales entre le gouvernement et les producteurs, c'est-à-dire que je devrai assumer les coûts inflationnistes.